

ADMINISTRATION :
 Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :
 Suisse, 3 fr. par an; autres
 pays, 5 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'Humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétaire, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D^r Auguste FOREL; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux; A. SUTER, président du Conseil communal de Lausanne; D^r TSCHUMI, D^r MOSER, conseillers d'Etat, Berne; D^r R. BRODA; A. SESSLER (Berne), D^r A. HUBER (Bâle), anciens présidents de tribunaux; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix; E. PEYTRQUIN, président du conseil d'administration du journal « La Libre Pensée internationale »; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris; Jean LONGUET, député de la Seine; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes; Lino FERRIARI, procureur-général honoraire, Côme; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures; Dr. N. af URSIN, ancien vice-président de la Diète finlandaise, etc.

Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

LE COUPABLE

par H. HODLER,

directeur du journal *Esperanto*, Genève.

De nos jours la guerre n'est admise par l'opinion publique que dans deux cas : lorsqu'elle paraît imposée du dehors et lorsqu'elle a pour but de libérer une population de même nationalité incorporée à un Etat étranger. Même en pareil cas, elle ne cesse point d'être considérée comme une institution fort barbare, mais le sentiment qu'ils sont victimes d'une flagrante injustice prime chez les hommes la répulsion que leur inspire le carnage des champs de bataille.

Sans doute, il existe des auteurs — militaires de profession pour la plupart — qui considèrent la guerre comme une nécessité bienfaisante, que l'Etat a le droit de provoquer lorsque ses intérêts politiques l'exigent, indépendamment de toute considération d'ordre affectif. Mais il ne s'agit là que d'une minorité quantitativement insignifiante dont les idées ont, dans l'état actuel de nos croyances, peu de succès auprès des masses d'ordinaire très indifférentes à tout ce qui touche les problèmes issus de la politique de l'égoïsme sacré.

D'une manière générale, il est donc conforme à la réalité d'affirmer que les peuples actuellement aux prises, ont subi la guerre, mais ne l'ont pas désirée, et par peuple nous entendons non seulement les couches prolétaires, mais également la classe bourgeoise et capitaliste, dans sa très grande majorité. Toutefois, s'il est vrai qu'aucun peuple ne désire la guerre, il est non moins vrai que nul ne consent d'acheter la paix au prix d'une humiliation nationale ou de la renonciation à des valeurs spirituelles considérées comme précieuses. La vieille formule « la paix dans l'honneur et la dignité », tant prodiguée au cours des années qui précédèrent les événements actuels, est bien banale, mais elle traduit assez exactement le sentiment véritable des peuples.

Ce vif désir de paix que nourrissaient encore les différents peuples à la veille des hostilités n'est pas douteux. Et cependant cette paix, dont tous semblaient souhaiter la prolongation indéfinie, a été brusquement rompue, et du jour au lendemain la face de l'Europe a été transformée par la lutte géante.

Ce phénomène extraordinaire, d'où toute logique paraît exclue, commande chez presque tous les hommes la conclusion que si les peuples pris dans leur masse ne peuvent être tenus pour directement responsables de la catastrophe, il est certains gouvernements et, parmi eux, certains dirigeants qui ont délibérément poussé à la guerre et l'ont engagée au moment opportun. L'immense majorité du peuple français ne met pas en doute la culpabilité du gouvernement allemand. Le peuple allemand, de son côté, rejette la faute tantôt sur le gouvernement russe, tantôt sur le gouvernement anglais. Bref, chaque peuple, par la voix de ses intellectuels, accuse les dirigeants du groupe ennemi d'avoir prémédité la guerre, d'où son double caractère : ignoble pour ceux qui attaquent, sainte pour ceux qui se défendent.

Dominés eux-mêmes par ce sentiment que seule est justifiable devant l'opinion publique, la guerre dont le but est strictement défensif, les gouvernements se sont efforcés de dégager leur responsabilité et d'expliquer leur attitude en publiant les documents diplomatiques échangés durant la quinzaine qui précéda l'ouverture des hostilités. Un examen comparatif des différentes publications connues sous les noms de *Livre jaune*, *Livre blanc*, *Livre bleu*, etc., n'est guère concluant pour qui n'a pas son siège fait d'avance. Celui qui est dans cet état d'esprit assez rare retire de la lecture de ces nombreuses pièces l'impression que les gouvernements paraissent avoir désiré d'éviter toute complication, mais que l'extrême défiance dont ils firent preuve les uns à l'égard des autres (d'un groupe à l'autre) les conduisit à une impasse¹⁾. Ils furent eux-mêmes victimes du système dont ils ne voulaient jamais se libérer. A la dernière heure, au milieu de l'inextricable réseau de suspensions et de malentendus, nul n'osa faire un pas en arrière. La peur d'un échec diplomatique retentissant fut plus forte que la crainte de la guerre.

Cette conclusion, à savoir que la guerre est, au point de vue des causes immédiates, l'effet de malentendus et de la suspicion mutuelle n'est guère de nature à développer l'enthousiasme de ceux qui sont appelés à combattre. Les intellectuels des pays belligérants s'efforcent donc, en toute bonne foi d'ailleurs, de démontrer, à l'aide des documents parus, que seuls les dirigeants du groupe adverse portent la responsabilité de la guerre. Cette tâche ne doit pas être très difficile, étant donné que des fautes ont été commises de part et d'autre, et qu'il suffit de doser différemment l'importance des faits pour aboutir à des conclusions très variées.

En réalité, la croyance en la culpabilité de l'adversaire est chez presque tous les hommes élaborée spontanément, sans que la raison ait besoin d'intervenir autrement que pour construire une théorie dont la direction est fixée d'avance par le sentiment. Les intellectuels qui se

1) Cette conclusion n'est pas volontiers admise par le public français qui tient pour personnellement responsable de la guerre l'empereur d'Allemagne et le gouvernement allemand, responsabilité marquée en dernier lieu par le fait indiscutable que c'est l'Allemagne qui déclara la guerre à la France. Nous trouvons cependant à l'appui de notre thèse l'opinion du sociologue français bien connu, le D^r Gustave Le Bon qui, dans son livre sur les *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*, montre d'une manière remarquable comment les gouvernements et les souverains furent amenés à la guerre, quoique aucun ne l'eût délibérément voulue. (Pages 127 et suivantes.) D'après cet auteur, « l'Allemagne et l'Autriche furent amenées à la guerre par une série d'erreurs psychologiques, entre autres cette conviction que la France, l'Angleterre et la Russie ne voudraient pas intervenir. Quand l'Allemagne vit, contrairement à ses prévisions, la Russie, loin de céder aux menaces, mobiliser, elle craignit de se laisser dépasser en vitesse par les armements de ses adversaires et, obéissant aux suggestions du parti militaire, persuadée d'ailleurs de la neutralité de l'Angleterre, elle somma la Russie de démobiliser, puis devant son refus lui déclara la guerre. » L'exposé est à lire en entier. A noter que le D^r Le Bon n'est nullement un pacifiste (bien au contraire !) et n'a pas la moindre sympathie pour l'Allemagne, ainsi que s'en convaincra facilement tout lecteur de son livre.

donnent beaucoup de mal pour prouver par des arguments rationnels le bon droit de leur pays, bien loin de provoquer cette croyance, ne font que la systématiser. Ils sont au patriotisme ce que les théologiens sont à la religion.

En fait, l'histoire politique secrète des dernières années et même celle de la quinzaine qui précéda la déclaration de guerre est trop mal connue, les acteurs de la vaste intrigue diplomatique dont nous voyons aujourd'hui l'aboutissement, sont trop peu disposés à nous faire part de leurs pensées intimes pour qu'il soit possible de fixer dès maintenant les responsabilités immédiates des dirigeants. Ceux-ci eux-mêmes demeurent d'ailleurs parfois dans l'ignorance des causes réelles des actes auxquels ils ont été mêlés. Même une fois la guerre terminée, il restera certainement en présence quelques thèses différentes sur les origines du conflit. Les historiens accumuleront les études et les livres sur la question des responsabilités, prenant parti pour telle ou telle thèse, ou proposant quelque nouvelle explication. Mais il est probable qu'il est fort éloigné — si jamais il vient — le jour où partout s'imposera la même conclusion objective.

Cependant, dira-t-on, la vérité est une. Les uns mentent, les autres disent la vérité. Il est de notre devoir de rechercher où se trouve celle-ci et, après l'avoir trouvée, de la faire connaître. En réalité, le problème n'est pas aussi simple. Il y a d'une part la détermination des faits. Là, il s'agit de choses dont on peut établir l'existence réelle et que tout être sensé est forcé d'admettre une fois que les preuves ont été données. Ainsi, nul ne peut nier que l'Autriche n'ait envoyé un ultimatum à la Serbie, que l'Allemagne n'ait déclaré la guerre à la Russie, etc. Mais toute autre chose est d'interpréter les faits, d'apprécier leur importance et leur signification dans la chaîne des événements, de rechercher les causes véritables. La vérité est une en ce sens qu'il y a certaines choses qui se sont passées d'une certaine manière, et pas autrement, mais un même fait peut être envisagé et interprété différemment selon les individus et selon les peuples, sans qu'il soit possible d'incriminer leur sincérité. Et ainsi, au lieu d'une vérité, nous avons, à propos des mêmes faits, la vérité française et la vérité allemande, la thèse de A et la thèse de B. Tous les faits qui précédèrent la guerre de 1870 sont établis, et cependant les responsabilités sont loin d'être fixées d'une manière certaine. Les difficultés sont encore plus grandes en ce qui concerne la guerre actuelle, où doit être appréciée la politique d'une dizaine de nations, alors que la passion asservit encore les intelligences.

Mais si l'étude des origines immédiates et la détermination des responsabilités personnelles présentent quelque intérêt au point de vue historique, elles n'ont, au contraire, aucune utilité pratique en ce qui concerne le problème de l'amélioration des relations internationales. Nous l'avons dit, ces recherches sont extrêmement délicates, et même, à propos d'événements anciens, que le vif des passions ne déforme plus, il est

difficile d'aboutir à une identique interprétation des faits. D'autant plus lorsqu'il s'agit d'événements contemporains où nous prenons spontanément parti, guidés par l'inconscient, et non par la raison. Les dessous de l'histoire connus, il reste d'ailleurs difficile de déterminer dans quelle mesure les individus présumés coupables provoquent les événements, et dans quelle mesure ils se trouvent eux-mêmes dominés par les circonstances et entraînés par la logique du système dans lequel ils se meuvent.

Mais même si, par impossible, les historiens de l'avenir réussissaient à démontrer irréfutablement la responsabilité de certains souverains ou de certains hommes d'Etat, en quoi cela nous permettrait-il d'éviter le retour de calamités publiques pareilles à celles dont nous souffrons? Cette démonstration n'aurait d'autre effet que de nous rappeler, ce dont nous nous doutons assurément déjà, qu'à la tête des peuples peuvent se trouver des individus assoiffés d'orgueil et d'ambition, et dénués de tout scrupule humanitaire. Aujourd'hui, c'est le gouvernement de l'Etat A qui trouble la paix, hier c'était le gouvernement de l'Etat B; demain, ce sera celui de l'Etat C. Que dire d'un système qui permet à quelques déments de rompre la paix et de mettre un continent à feu et à sang, quand bon leur semble, et même à l'occasion d'imposer leur volonté, sinon que ce système est inique, absurde et tyrannique?

Si les hommes vivaient à l'état de nature au lieu de vivre en société, ils demeureraient dans une insécurité permanente quant à leur personne et quant à leurs biens, mais ce n'est pas en faisant la guerre qu'ils amélioreraient leur situation. Celle-ci ne se modifierait que si le système d'où elle est issue était transformé dans ses bases, de telle façon que les perturbateurs et les impulsifs soient mis dans l'impossibilité de réaliser impunément toutes leurs fantaisies, qui sont loin d'être harmoniques. Il en est de même des nations qui, les unes par rapport aux autres, sont encore à l'état de nature.

La responsabilité réelle des individus est, ne l'oublions pas, toujours extrêmement limitée par l'influence qu'exercent sur eux le milieu où ils s'agitent et les conjonctures auxquelles ils doivent faire face. Vouloir prendre en considération les seuls actes des hommes sans remonter aux mobiles de ces actes et sans avoir égard aux conditions dans lesquelles ils se produisent, c'est se condamner à errer dans les ténèbres. Or, si l'on examine sans passion les actes des gouvernants au cours des différentes crises de l'histoire, on se convaincra aisément du fait que ces actes sont conditionnés par le régime politique auquel les Etats sont soumis dans leurs rapports externes. Ce régime est caractérisé par la coexistence de nations indépendantes et souveraines, qui ne sont subordonnées à aucun principe d'ordre. C'est avec raison qu'on l'appelle le régime de l'anarchie internationale, puisque les communautés nationales sont strictement indépendantes et n'ont d'autre règle de conduite que leur seul intérêt, exclusif de tout autre. La guerre est dans la logique de ce système; elle en est inséparable. Si immoral, si dénués de scrupules que fussent certains hommes d'Etat ou certains clans, ils seraient réduits à l'impuissance de nuire, si le monde civilisé était organisé en vue de la paix au lieu de l'être en vue de la guerre. Ce système a sa morale propre, très différente de la morale individuelle, et où le critérium du succès joue le principal rôle; il a son régulateur qui est la guerre. Sa logique impitoyable domine de hauts souverains, hommes d'Etat et peuples, et tel dont la vie est pure est souvent contraint, par les nécessités inhérentes au système, d'accomplir dans l'exercice de ses fonctions des actes qui sont en contradiction avec ses propres sentiments.

Les hommes ne parviendront vraisemblablement jamais à s'entendre pour fixer les responsabilités individuelles, et le pourraient-ils que cela ne ser-

virait à rien, puisque cette détermination laisserait subsister le régime même à la faveur duquel certains dirigeants ont la faculté de déchaîner à volonté sur le monde les pires calamités. Mais en revanche, les hommes peuvent dès maintenant s'associer en vue de lutter — abstraction faite de toute question de personne — contre le régime de l'anarchie internationale, qui les opprime. Tandis que la recherche des responsabilités personnelles divise et n'engendre que de stériles controverses, la lutte contre le système générateur de la guerre doit unir les peuples, parce que tous ont un égal intérêt à sa transformation. Or, à l'anarchie internationale un seul régime d'ordre s'oppose : la *fédération*.

En vain dira-t-on que les coupables doivent être punis avec la dernière sévérité, en vain s'acharnera-t-on contre un gouvernement ou contre un peuple entier présumé responsable : tant que le système demeurera ce qu'il a été jusqu'à ce jour, nous serons exposés à de nouvelles guerres non moins sanglantes que celles qui déshonorent actuellement la face du monde.

Hélas! l'homme s'est tellement adapté au régime qu'il ne conçoit que bien difficilement la pensée de faire remonter jusqu'à lui la cause des malheurs publics. Il semble que tous les êtres pensants aient été dressés à ne voir que les questions personnelles et à négliger l'élément essentiel du problème : le régime. Tous se répandent en accusations et en récriminations aussi variées que contradictoires contre les gouvernements ou contre les peuples, mais il n'en est presque aucun qui veuille remonter au véritable coupable, à la cause première : à l'anarchie internationale. Non seulement l'homme accepte le système, tout en se plaignant illogiquement de ses effets naturels, mais il le glorifie : l'indépendance nationale est considérée comme un bien précieux, qui justifie les plus grands sacrifices, alors que c'est précisément l'indépendance illimitée de la nation qui constitue l'essence du régime anarchique dont la guerre est inséparable. Sans doute, si les hommes étaient des anges, ils pourraient vivre à l'état d'anarchie (et encore ce n'est pas bien sûr!) mais ils ne le sont pas, et là où ils veulent conserver une liberté absolue, d'ailleurs illusoire, ils ne peuvent se passer de la guerre, qui dans sa primitivité constitue cependant un régulateur. Le jour où les dirigeants de toutes les nations obéiront aux mêmes lois morales, auront les mêmes idées et les mêmes méthodes, l'anarchie internationale n'enfantera plus la guerre, mais ce jour ne viendra jamais. Il faut donc ou conserver le régime actuel, mais accepter la guerre comme une nécessité inéluctable, ou bien — si nous réproprons la guerre — vouloir un ordre nouveau, qui éliminera la guerre de sa logique, c'est-à-dire la fédération.

Libérons-nous des conceptions anarchiques sur lesquelles s'appuie la société internationale moderne. Opposons à l'anarchie d'où la guerre est issue le régime pacifique de la fédération. Abandonnons toute vaine controverse sur les personnes pour remonter jusqu'aux causes premières, toujours impersonnelles, et pénétrons-nous de cette vérité essentielle, base de toute action formatrice future, que le véritable coupable, ce n'est ni l'Allemand, ni l'Anglais, ni le Russe, ni A, ni B, ni C, mais le système incohérent et enfantin qui régit encore les nations modernes dans leurs rapports extérieurs. Ce système ne dépend point de puissances extra-terrestres, mais des hommes. Nous pouvons passer de l'anarchie à l'ordre par un effort de notre volonté. Ceci doit suffire à notre édification. Lorsque nous comprendrons cet enseignement élémentaire, nous verrons un ennemi, non plus dans l'individu quelconque d'une nation étrangère, mais dans tout défenseur du régime actuel et dans tout adversaire de la fédération. Et au lieu de dépenser notre énergie à de vaines critiques contre les personnes, trop souvent victimes du milieu qui les entoure et impuissantes à réagir contre les fatalités propres au régime, nous l'emploierons

d'une manière positive à répandre à travers le monde l'idéal d'où sortira un ordre international nouveau basé sur la collaboration de tous les peuples unis dans la fédération.

Nous recevons la circulaire suivante avec prière de la publier dans notre journal.

(Note de la réd.)

« Monte Verità, en mars 1916.

Nous vous invitons à bien vouloir prendre part au 1er congrès « végétarien-social » en Suisse qui se réunira très prochainement.

En présence des horreurs de la guerre actuelle nous faisons appel à votre conscience pour vous intéresser à une réforme de la vie humaine qui rendrait impossible le retour à pareille barbarie.

Si vous pouvez vous mettre au-dessus des préjugés, vous soustraire aux suggestions collectives et considérer impartialement quelle est la cause première de la guerre actuelle, vous devrez reconnaître que c'est le matérialisme dans sa forme capitaliste arrivé à son apogée. Toutes les autres causes ne sont que des prétextes trompeurs, des fantômes agités devant les masses par ceux qui ont intérêt à la guerre. La guerre actuelle n'est pas un mal en soi, elle n'est que la suite logique de la voie erronée qu'a suivie l'évolution sociale, et ses horreurs ne sont que les manifestations des instincts que le système capitaliste a cultivés dans le cœur des hommes; elle n'est que la crise, l'abcès des bases pourries de la société, qui crève.

Le congrès cherchera à mettre en lumière la valeur d'une réforme radicale de la vie : le végétarisme, auquel depuis Pythagore et Platon les plus grands esprits et les plus grands sages se sont intéressés. Il fera voir que le végétarisme n'est pas seulement, comme on croit assez généralement, une question d'estomac. Le végétarisme est toute une philosophie qui entend mettre sur des bases morales, hygiéniques, économiques et esthétiques la manière de s'alimenter, de se vêtir, d'habiter. Il normalise les rapports sexuels, cause de tant de maladies et de chagrins; règle les relations entre les êtres humains pour subvenir à leurs besoins moraux, intellectuels et matériels en substituant la concurrence capitaliste par une coopération équitable et rationnelle.

Le but du congrès est double. 1° Réunir ceux qui s'intéressent sincèrement à cette réforme, mais ne peuvent, isolés qu'ils sont dans la société capitaliste, vivre selon leurs convictions, afin de former des centres de coopération végétariens — colonies se suffisant à elles-mêmes; — 2° Organiser la propagande des idées végétariennes-sociales.

Le congrès permettra à tous les intéressés d'exposer par des conférences et des discussions leur opinion sur les avantages moraux, économiques et hygiéniques dérivant du genre de vie végétarien-coopératif, et sur l'art nouveau qui en surgira.

Nous avons cru bien faire en choisissant la Suisse pour l'organisation de ce congrès, parce que la Suisse est le centre neutre de l'Europe, parce qu'avec les trois nationalités qu'elle réunit en un tout homogène, elle représente le symbole de l'union des peuples de la terre et donne le démenti le plus flagrant à ceux qui prétendent impossible l'accord entre peuples de différentes races. Aussi espérons-nous rencontrer au congrès les représentants de toutes les nations.

Les conférences pourront se faire en français, en allemand, en anglais ou en italien. Les conférenciers sont priés de communiquer le sujet de leur conférence au Comité organisateur aussitôt que possible. Ceux qui seraient empêchés d'assister en personne au congrès peuvent envoyer leurs communications par écrit au Comité qui en fera donner lecture à l'une des réunions.

PAUL BIRUKOFF, président de la Soc. Végétar. de Moscou; IDA HOFMANN; DR. O. BORNGRÄBER; HENRI OEDENKOVEN.

P.-S. — Adresser toutes communications au Secrétariat du congrès végétarien-social, Monte Verità, Ascona (Lac Majeur), Suisse. »

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.